La question de la semaine

HOLDING ANIMATRICE - ISF - DUTREIL TRANSMISSION

Situation de fait :

Vos clients détiennent chacun 50% d'une SARL qualifiée par eux de holding animatrice, et détenant elle-même des participations toutes supérieures à 50% dans diverses filiales. L'une de ces filiales, détenue à 100% par la holding, a une activité de marchand de biens, d'investissements dans l'immobilier et de promotion immobilière.

Ils s'interrogent sur les conséquences de la détention de cette filiale sur :

- La qualification de holding animatrice de la SARL et son exonération d'ISF au titre des biens professionnels ;
- L'exonération au titre du Dutreil-transmission.

Éléments juridiques :

1) Notion de holding animatrice et exonération d'ISF au titre des biens professionnels

L'article 885 O quater du CGI exclut de l'exonération des biens professionnels les **parts ou actions de sociétés ayant pour activité la gestion de leur propre patrimoine mobilier ou immobilier**, telles que par exemple, les holdings de détention de titres.

Toutefois, les titres des sociétés holdings (y compris des holdings à forme civile) peuvent ouvrir droit au régime des **biens professionnels** à condition que ces sociétés soient les **animatrices effectives** de leur groupe, qu'elles participent activement à la conduite de sa politique et au contrôle des filiales et rendent, le cas échéant, à titre purement interne au groupe, des services spécifiques administratifs, juridiques, comptables, financiers ou immobiliers.

Remarque : L'exercice de ce rôle d'animation ne suppose pas nécessairement l'existence de structures importantes au sein de la holding. Par ailleurs, l'identité des dirigeants de la société mère et de la filiale est impropre, à elle seule, à caractériser le rôle d'animation.

Les conditions suivantes devront, en sus, être remplies par le contribuable pour pouvoir bénéficier de l'exonération des parts de la holding animatrice :

- ✓ le redevable possède avec son groupe familial au sens large, directement ou par l'intermédiaire d'une société dans la limite d'un seul niveau d'interposition, au moins 25 % du capital de la société ou si la valeur des titres qu'il détient avec les membres du foyer fiscal excède 50 % de son patrimoine taxable ;
- ✓ l'un des membres du foyer fiscal exerce des **fonctions de direction** dans la holding et que cette fonction donne lieu à une **rémunération normale** qui représente plus de la moitié des revenus professionnels du dirigeant. Si les fonctions exercées par le redevable dans la holding ne sont pas (ou peu) rémunérées, les titres détenus peuvent toutefois être exonérés à condition que l'intéressé exerce simultanément des fonctions de direction dans une ou plusieurs filiales dont la société mère détient 50 % ou 25 % selon que cette dernière poursuit une activité industrielle ou commerciale propre ou limite son activité à l'animation de son groupe et que le montant cumulé des rémunérations qu'il perçoit dans ces sociétés et dans la holding représente plus de la moitié de ses revenus professionnels.

2) Le caractère nécessairement professionnel des actifs de la Holding

Si le caractère animateur de la Holding lui ouvre le droit à l'exonération, il est encore nécessaire de s'assurer que les actifs de la Holding participent à l'activité professionnelle du Groupe. Il faut que cette activité soit de nature **industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale**. D'une manière générale, il s'agit des activités professionnelles dont les résultats sont classés dans la **catégorie des BIC, BA ou BNC**.

Ainsi, lorsqu'une holding animatrice détient à son actif des parts de **sociétés** civiles immobilières, **ayant pour activité principale la gestion de leur propre patrimoine** mobilier ou immobilier, les parts ou actions de la holding ne sauraient être éligibles à l'exonération des biens professionnels, à hauteur de la valeur de ces sociétés civiles.

En revanche, aux termes du 1° du I de l'article 35 du code général des impôts (CGI), présentent le caractère de **bénéfices industriels et commerciaux**, pour l'application de l'impôt sur le revenu, les bénéfices réalisés par les personnes physiques ou morales qui, habituellement, achètent en leur nom, en vue de les revendre, des immeubles, des fonds de commerce, des actions ou parts de sociétés immobilières ou qui, habituellement, souscrivent, en vue de les revendre, des actions ou parts créées ou émises par les mêmes sociétés.

Banque Privée 1818
Pôle « Solutions patrimoniales »
Département Ingénierie patrimoniale
115, rue Montmartre
75002 Paris
www.banqueprivée1818.com

Sélection 1818
Contact commercial : 01 58 19 70 23
contact@selection1818.com
115, rue Montmartre
75002 Paris
www.selection1818.com

Pour que ces dispositions soient applicables, **trois conditions** doivent être simultanément remplies :

- ✓ les opérations doivent être habituelles et les achats ou les souscriptions doivent avoir été effectués avec l'intention de revendre ;
 - ✓ elles doivent consister en achats (ou souscriptions) suivis de ventes ;
 - ✓ et porter sur les biens limitativement énumérés par l'article : immeubles, fonds de commerce, actions ou parts de sociétés immobilières.
- ⇒ En l'espèce, les activités de la filiale (activité de marchand de biens, d'investissements dans l'immobilier et de promotion immobilière) répondent bien au critère de commercialité. La détention de cette filiale par la holding ne pose pas de problème pour l'éligibilité de la holding animatrice à l'exonération d'ISF au titre des biens professionnels, à hauteur de ces titres.

3) Dutreil-transmission

Les transmissions par décès et les donations de parts ou actions de sociétés ayant fait l'objet d'un engagement collectif de conservation (ou « pacte Dutreil ») sont exonérées de droits de mutation à titre gratuit à concurrence **des trois quarts de leur valeur** (sans limitation de montant).

Cette exonération partielle s'applique aux transmissions de parts ou actions de sociétés (quel que soit leur régime fiscal) **exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale** qui ont fait l'objet d'un engagement collectif de conservation.

Les transmissions de parts ou actions de **sociétés holdings animatrices** de groupe peuvent bénéficier de l'exonération partielle « directe ».

- ⇒ En l'espèce, les conditions sont réunies pour que les titres de la holding bénéficient du régime de transmission Dutreil.

Banque Privée 1818
Pôle « Solutions patrimoniales »
Département Ingénierie patrimoniale
115, rue Montmartre
75002 Paris
www.banqueprivée1818.com

Sélection 1818
Contact commercial : 01 58 19 70 23
contact@selection1818.com
115, rue Montmartre
75002 Paris
www.selection1818.com